



MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE,
DE L'ALIMENTATION, DE LA PÊCHE ET DES AFFAIRES RURALES

Direction des politiques économique et internationale
Sous-direction des cultures et des produits végétaux
Bureau : du vin, du cidre et des spiritueux à base de vin et de pommes
Adresse : 3, rue Barbet de Jouy – 75007 PARIS
Suivi par : Cécile BIGOT
Tél : 01 49 55 45 55
Fax : 01 49 55 50 75
Réf. Interne : inondations

CIRCULAIRE
DPEI/SPM/SDCPV/C2003-4036
Date : 22 JUILLET 2003

Date de mise en application : immédiate

Le Ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la
pêche et des affaires rurales

à

Mesdames et Messieurs les Préfets des régions
Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte
d'Azur, Rhône-Alpes

Mesdames et Messieurs les Préfets
de l'Hérault, du Vaucluse, du Gard, de la Drôme,
des Bouches du Rhône, de l'Ardèche

Monsieur le Directeur de l'ONIVINS

 Nombre d'annexes :

Objet : Mise en œuvre pour le secteur viticole des mesures annoncées par le Premier Ministre le 8 octobre 2002 et destinées à venir en aide aux victimes des graves intempéries des 8 et 9 septembre 2002.

Résumé : La présente circulaire définit les mesures annoncées en objet, consistant en des aides apportées à la remise en état et à la reconstitution des vignes endommagées ou détruites, au financement des charges fixes d'exploitation supportées par les entreprises sinistrées et à la reconstruction des outils de vinification. Elle en décrit les modalités d'instruction des dossiers d'aide et de leur mise en paiement.

Cette circulaire annule et remplace la circulaire DPEI/SDCPV/C2002-4053 du 6 novembre 2002. Elle comprend, par rapport à la circulaire précédente quelques modifications indiquées en italiques.

MOTS-CLES : INTEMPERIES 8/9 SEPTEMBRE 2002, VIGNOBLES, REMISE EN ETAT, REPLANTATION, CHARGES D'EXPLOITATION, OUTILS DE VINIFICATION.

Destinataires	
Pour exécution :	Pour information :
Mmes et MM. les Préfets des régions Languedoc-Roussillon, PACA, Rhône-Alpes MM. les Préfets des départements de l'Hérault, Gard, Vaucluse, Drôme, Bouches du Rhône, Ardèche M. les DRAF de Languedoc-Roussillon, PACA, Rhône-Alpes Mmes et MM. les DDAF de l'Hérault, Gard, Vaucluse, Drôme, Bouches du Rhône, Ardèche M. le Directeur de l'ONIVINS	DGA DGAL DAF DEPSE DERF Le Président du COPERCI Mmes et MM. Les Directeurs des Offices

Les mesures, objet de la présente circulaire, s'inscrivent dans le cadre du plan d'urgence décidé par le gouvernement afin de venir en aide aux opérateurs ayant subi de graves dommages suite aux intempéries des 8 et 9 septembre 2002 survenues dans plusieurs départements des régions Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, et Rhône-Alpes.

Les viticulteurs sinistrés, agriculteurs à titre principal, qu'ils soient ou non éligibles à la procédure des calamités agricoles, pourront prétendre au bénéfice des aides destinées aux exploitations, dès lors que ces dernières sont situées dans les zones reconnues sinistrées au titre des calamités agricoles par l'arrêté ministériel du 30 septembre 2002.

Afin de bénéficier de ces aides, les exploitants devront impérativement avoir constitué un dossier selon le modèle utilisé dans le cadre du régime des calamités agricoles et l'avoir déposé au plus tard le 1er décembre 2002 à la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt du siège de leur exploitation.

Des aides sont également prévues en faveur des entreprises de vinification dont les équipements ont été endommagés ou, s'agissant de l'aide visée au II de la présente circulaire, situées dans les zones reconnues sinistrées au titre des calamités agricoles par l'arrêté ministériel du 30 septembre 2002 ou dont une partie significative des apports provient de ces mêmes zones sinistrées.

L'intervention consiste en une participation financière :

- à la reconstitution des vignobles endommagés ou détruits (vignes à raisins de cuve),
- au financement des charges fixes d'exploitation des entreprises de vinification,
- et à la reconstruction ou au renouvellement des outils de vinification

Le paiement des aides aux bénéficiaires sera effectué par l'ONIVINS.

Ces mesures, qui pourront venir en complément des aides mises en place par ailleurs, n'ont pas pour objet de compenser le non-octroi d'indemnités au titre des calamités agricoles.

Vous veillerez à ce que le montant des différentes aides, de quelque nature que ce soit, versées à chaque bénéficiaire, y compris les indemnisations versées par les compagnies d'assurances, n'excède pas le montant des pertes subies, *hors opérations de replantation de vignes*.

I - AIDE APPORTEE A LA REMISE EN ETAT ET A LA RECONSTITUTION DES VIGNOBLES

1 - Remise en état des vignes endommagées

Afin de faciliter la réalisation des travaux de remise en état des vignes endommagées (palissage, nettoyage des parcelles...), une aide représentant en moyenne 800 €/ha sera octroyée aux viticulteurs qui s'engagent à effectuer les travaux le 31 mai 2003 au plus tard.

Le montant de cette aide pourra être modulé entre 500 € et 1600 € maximum/ha en fonction de l'importance des dégâts constatés sur le terrain. *Le taux moyen appliqué à la superficie sinistrée peut résulter d'une moyenne entre des taux différents appliqués à des parcelles sinistrées à des degrés différents.*

Pour chaque viticulteur ayant formulé une demande, le montant de l'aide sera arrêté par les DDAF en tenant compte des autres indemnisations. Le cumul de cette aide avec les indemnisations perçues au titre des calamités agricoles et les aides et indemnités de toute autre nature portant sur le même objet ne pourra excéder la valeur des pertes *de l'exploitation* établie par les constats effectués par chaque Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt. *La vérification de cet aspect pourra amener la DDAF à proposer une aide moyenne inférieure à 500€/ha.*

Les dossiers de demande d'aide devront être transmis aux services des DDAF avant le 1er décembre 2002. Ils seront constitués du formulaire propre aux calamités agricoles, complété d'une annexe spécifique à la mesure (annexe ONIV1) qui sera mise à la disposition des demandeurs par les DDAF.

Chaque DDAF transmettra à l'ONIVINS au plus tard le *15 septembre 2003* :

- la liste des bénéficiaires avec les montants accordés au titre de la remise en état des vignes endommagées, un état sous forme papier et sous forme d'un fichier informatique. Ce fichier, établi selon le modèle de l'annexe 4, se présentera sous forme d'un tableur simple comportant pour chaque bénéficiaire : nom, prénom, adresse, coordonnées bancaires (code guichet, code banque, numéro de compte et clé RIB), montant des aides proposées ;
- les demandes de paiements (annexe ONIV1) signées des producteurs demandeurs et de la DDAF ;
- un RIB original pour chaque dossier.

Les autres pièces produites à l'appui du calcul de l'indemnisation seront conservées en DDAF pendant trois ans.

2 – Reconstitution des vignes détruites

Sont concernés les parcelles entièrement ou partiellement détruites et nécessitant de ce fait des travaux de préparation des sols et de replantation.

Deux étapes de remise en état sont à considérer pour la réalisation des travaux :

a) remise en état des sols :

Une aide forfaitaire de 3 000 €/ha sera versée pour la réalisation des travaux lourds (drainage, terrassement ...) non pris en compte dans le forfait retenu pour le versement de l'aide communautaire à la restructuration, qui devront être réalisés au plus tard le *15 octobre 2003*. Cette aide sera majorée d'une somme de 500 €/ha pour les viticulteurs âgés de moins de quarante ans et installés depuis moins de dix ans en qualité de chef d'exploitation à la date de survenance du sinistre (soit le 9 septembre).

Les dossiers de demandes d'aide devront être adressés aux services des DDAF concernées avant le 1er décembre 2002. Ils seront constitués du formulaire propre aux calamités agricoles, complété d'une annexe spécifique (ONIV2) à la mesure qui sera mise à la disposition des demandeurs par les DDAF. Le cumul de cette aide avec les indemnisations perçues au titre des calamités agricoles et les aides et indemnités de toute autre nature portant sur le même objet ne pourra excéder la valeur des pertes établie par les constats effectués par chaque Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt.

Chaque DDAF transmettra à l'ONIVINS au plus tard le 15 novembre 2003 :

- la liste des bénéficiaires avec les montants accordés au titre de la reconstitution de celles qui ont été détruites, un état sous forme papier et sous forme d'un fichier informatique. Ce fichier, établi selon le modèle de l'annexe 4, se présentera sous forme d'un tableur simple comportant pour chaque bénéficiaire : nom, prénom, adresse, coordonnées bancaires (code guichet, code banque, numéro de compte et clé RIB), montant des aides proposées ;
- les demandes de paiements (annexe ONIV2) signées des producteurs demandeurs et de la DDAF ;
- un RIB original pour chaque dossier.

Les autres pièces produites à l'appui du calcul de l'indemnisation seront conservées en DDAF pendant trois ans.

Comme pour l'aide à la remise en état du point 1.1, la vérification de non surcompensation pourra amener la DDAF à proposer une aide moyenne inférieure à 3000€/ha.

b) replantation des vignes :

Les dossiers de demandes d'aide à la replantation des vignes détruites sont à déposer avant le 31 août 2003, auprès des délégations régionales de l'ONIVINS, qui mettront à la disposition des demandeurs les formulaires correspondants. En vue d'assurer également leur disponibilité dans les DDAF, des formulaires seront fournis à celles-ci par l'ONIVINS.

Si la demande n'est pas éligible au titre du régime communautaire de l'aide à la restructuration et à la reconversion du vignoble, une aide nationale déterminée sur les mêmes bases que celles prévues dans le cadre de la réglementation communautaire sera versée à titre compensatoire. Pour les viticulteurs concernés, les DDAF fourniront à l'ONIVINS, à la requête de celui-ci, copie des dossiers constitués au titre des calamités agricoles.

II - AIDE AU FINANCEMENT DES CHARGES FIXES D'EXPLOITATION DES ENTREPRISES

Une aide destinée à compenser partiellement les pertes de récolte et à faciliter le financement des charges fixes, des structures de production sera versée aux caves coopératives, unions de caves, caves particulières et autres entreprises de vinification (*le statut d'agriculteur à titre principal n'est donc pas obligatoire*), qui justifient que le volume total de la récolte 2002 enregistre par rapport à la moyenne de ceux déclarés au cours des trois précédentes années (1999, 2000 et 2001) et pour des superficies équivalentes, une perte de récolte égale ou supérieure à 25 %, sauf cas exceptionnels dûment justifiés.

Le montant de l'aide est fixé forfaitairement à 8 €/hl perdu.

Un montant supérieur pourra toutefois être accordé sur la base d'une justification de la réalité des frais fixes, dans la limite de 75 % des coûts exposés. Dans ce cas, il appartiendra à des commissions administratives départementales, créées à cette fin, d'étudier au cas par cas les dossiers présentés, et de proposer au Directeur de l'ONIVINS le montant de l'aide.

Ces commissions pourront également proposer un montant d'aide inférieur à 8 €/hl pour des cas particuliers précisément identifiés.

Les commissions transmettront au directeur de l'ONIVINS l'identité des bénéficiaires, le montant d'aide proposé, ainsi que sa justification lorsque le bénéficiaire aura enregistré une perte de récolte inférieure à 25 % et/ou lorsque l'aide proposée sera inférieure à 8 euro/hl. Pour les caves particulières, les dossiers de demande d'aide seront constitués du formulaire propre aux calamités agricoles et de l'annexe spécifique à la mesure (ONIV3), mise à disposition du demandeur par la DDAF. Ces dossiers devront être renvoyés aux délégations régionales de l'ONIVINS compétentes pour le 31 août 2003 au plus tard.

Pour les autres entreprises de vinification, les formulaires seront à retirer auprès des délégations régionales de l'ONIVINS concernées auxquelles ils devront être retournés dans le même délai.

III - AIDE A LA RECONSTRUCTION DES OUTILS DE VINIFICATION

Une aide spécifique sera mise en œuvre pour faciliter la reconstruction des outils de vinification détruits ou gravement endommagés. Elle est destinée à compléter le montant des crédits affectés au financement des investissements dans le cadre des procédures habituelles (POA et contrats de plan).

Pour le secteur coopératif et les entreprises de vinification autres que les caves particulières, les critères d'éligibilité et les taux d'aide par type d'investissement sont définis par la commission administrative régionale sur la base de ceux retenus au titre de la procédure d'attribution des crédits POA et des contrats de plan. L'aide publique pourra atteindre le taux plafond de 40 %.

Pour les caves particulières, le taux d'aide pour ces investissements pourra être porté à 40% du montant des dépenses, dans les conditions ci-dessus.

Les dossiers devront être déposés à la DDAF concernée au plus tard le 30 juillet 2003. L'instruction des demandes sera réalisée par les commissions administratives qui ont en charge la gestion des crédits des contrats de plan.

Dans le cas où cela s'avérerait utile, le financement d'audits préalables pourra être pris en charge à hauteur des 80 % des dépenses engagées. Les demandes de prise en charge de ces dépenses devront être adressées aux DDAF concernées au plus tard le 30 avril 2003.

Les indemnisations versées ou qui seront versées par les compagnies d'assurance seront à déduire de l'assiette des dépenses retenues pour le calcul de l'aide qui vise à compenser, en l'absence d'autres soutiens publics, l'application par ces compagnies, d'un coefficient de vétusté sur la valeur de remplacement des biens.

IV - GESTION DES CREDITS

Après réception de l'ensemble des demandes au 1er décembre 2002, les DDAF transmettront au plus tard le 15 décembre 2002 au MAAPAR, un tableau récapitulatif des demandes, établi par type de mesure.

Sur cette base et en fonction des crédits alloués à la filière vitivinicole, il vous sera notifié le montant de la dotation financière allouée à votre département pour les différentes mesures mises en place.

Vous veillerez à proposer des indemnisations par bénéficiaire dans le strict cadre de cette enveloppe.

V – CONTROLES

Les dossiers instruits par vos services devront être conservés pendant une durée de trois ans au siège de la DDAF aux fins des contrôles a posteriori qui pourront être diligentés à la fois sur l'éligibilité des bénéficiaires aux différentes mesures et l'assiette des aides versées.

Le Directeur de Cabinet
Jean-Yves PERROT